

Embargo mercredi 12 mars, 19h00

Les 20 ans de l'attaque chimique sur la ville d'Halabja, au Nord de l'Irak, le 16 mars 2008

Berne, le 12 mars 2008

Lors du podium organisé aujourd'hui à l'occasion des 20 ans d'Halabja, Green Cross et la Société pour les peuples menacés ont rappelé que la population kurde souffre encore des effets secondaires de l'attaque chimique et qu'elle a besoin d'aide. « Il est urgent d'agir dans le Kurdistan irakien. La ville d'Halabja est marquée par le chômage, la pauvreté et le sous-développement. Les infrastructures médicales qui permettraient de soigner les personnes empoisonnées par le gaz toxique manquent », a rapporté Falah Murad Khan Shakarm, responsable de projet chez WADI e.V en Irak.

Depuis début 2008, Green Cross Suisse et la Société pour les peuples menacés soutiennent quatre projets de WADI e.V. une organisation de développement active au Nord de l'Irak, dans la région d'Halabja. Premièrement, WADI projette de créer une nouvelle émission radiophonique qui sera diffusée sur la radio locale et qui s'adresse aux survivants et à leur famille. Cette émission vise à amorcer un travail de mémoire sur l'attaque chimique commanditée par Saddam Hussein. Deuxièmement, sous la direction de la psychologue nord irakienne Shlair Kamil Saber, quatre équipes se déplacent déjà dans la région pour soutenir les femmes rencontrant des difficultés personnelles ou familiales. Cette action est réalisée en collaboration avec les centres d'accueil pour femmes à Suleymaniah, Abril, Kifri et Halabja, soutenues par WADI. Troisièmement, des médecins circulent de village en village avec des bus ludiques, afin de prodiguer aux enfants des connaissances basiques, notamment concernant l'hygiène. Finalement les femmes auront accès à des cours de sensibilisation sur le droit des femmes, l'éducation des enfants et la santé ainsi que sur les effets à long terme du gaz toxique sur la population.

Le manque d'universalité de la Convention sur les armes chimiques

Selon Dr Stephan Robinson, directeur du programme international de désarmement de Green Cross, il faut à tout prix soutenir la campagne internationale lancée par Green Cross en collaboration avec le directeur général de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, afin que la Convention sur les armes chimiques deviennent universelle. « Une attaque telle celle qu'a connue Halabja ne doit plus jamais se produire », a souligné Robinson. La Convention sur les armes chimiques est un accord de désarmement global. Elle interdit le développement, la production, le stockage et l'usage des armes chimiques. La Convention sur les armes chimiques, en force depuis 1997, réunit actuellement 183 Etats membres. Douze pays n'ont pas encore souscrit à la Convention, ce qui est préoccupant. Au moins six Etats - Irak, Egypte, Israël, Liban, Corée du Nord et Syrie - ont déjà employé des armes chimiques ou sont soupçonnés de disposer d'entrepôts ainsi que des connaissances nécessaires à leur fabrication.

La campagne d'anéantissement du peuple kurde, commanditée par Saddam Hussein

Le 16 mars 1988 a marqué durablement la mémoire collective des kurdes. Ce jour-là, la campagne d'anéantissement du peuple kurde d'Irak commanditée par Saddam Hussein a atteint son apogée ; le nombre de victimes des armes chimiques a été massif. Environ 5'000 habitants d'Halabja moururent des suites directes de l'attaque, sans compter les nombreuses personnes victimes des répercussions à long terme. En effet, on évalue à 10'000 celles qui sont mortes des effets secondaires. Parmi ceux-ci, on dénombre de nombreux problèmes respiratoires, cancers, malformations de naissance, enfants mort-nés, maladies de la peau et des yeux, stérilité, problèmes neurologiques et maladies psychiques.

Contacts pour la presse:

Kaspar Haller, responsable des affaires politiques, Société pour les peuples menacés, tél: 079 825 76 84

Dr. Stephan Robinson, directeur du programme international de désarmement de Green Cross, tél: 078 892 48 84 ou 061 382 91 97

GESELLSCHAFT FÜR BEDROHTE VÖLKER - SCHWEIZ
SOCIETE POUR LES PEUPLES MENACES - SUISSE
SOCIETY FOR THREATENED PEOPLES - SWITZERLAND

Wiesenstrasse 77, CH-3014 Bern
Tel.: +41 (0) 31 311 90 08, Fax: +41 (0) 31 311 90 65
Email: news@gfbv.ch, Internet: www.gfbv.ch

